

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2007)  
**Heft:** 1740

**Artikel:** Cyber-administration: les limites du fédéralisme : une comparaison internationale met la Suisse en avant-dernière position des pays d'Europe pour l'e-gouvernement : il manque une impulsion forte unissant les cantons et la Confédération

**Autor:** Guyaz, Jacques

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024396>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Cyber-administration: les limites du fédéralisme

*Une comparaison internationale met la Suisse en avant-dernière position des pays d'Europe pour l'e-gouvernement. Il manque une impulsion forte unissant les cantons et la Confédération*

Jacques Guyaz (11 juillet 2007)

La honte... C'est évidemment le sentiment qui nous saisit en lisant le résultat de l'enquête de Cap Gemini sur la cyber-administration en Europe. La Suisse est avant-dernière d'un classement de 28 pays européens, suivie uniquement par la Lituanie. L'Autriche est en tête devant l'Estonie, Malte et la Suède. Or, notre pays est régulièrement dans les premières nations d'Europe pour le nombre d'ordinateurs par habitant ou le taux de connexion internet à haut débit. Il y a donc clairement un problème qui commence à s'éclaircir lorsque l'on examine le rang de l'Allemagne, 18e sur 27, c'est certes mieux que la Suisse, mais ce n'est pas terrible non plus. Or nous avons le fédéralisme en commun avec nos voisins du nord.

Dans la partie méthodologique de cette étude, par ailleurs de grande qualité, il n'est fait nulle mention de la manière dont ont été pris en compte les administrations des états fédérés ou des communes. Pour établir le classement, 20 services publics ont été examinés (voir ci-dessous).

En ce qui concerne la Suisse, la délivrance de passeport, la douane et la TVA sont les trois seuls services sur les 20 choisis par Cap Gemini qui sont fournis directement sans intermédiaire et sans délégation par une administration fédérale. Dans ces conditions, difficile à notre pays d'être bien classé sans prendre en compte la situation, fort variable, des différents cantons. A noter que dans la rubrique consacrée à la Suisse les auteurs du rapport mentionnent exclusivement l'existence d'un portail Internet pour les PME développé par l'administration fédérale, le nouveau numéro d'identification personnel qui devra être introduit en 2008 et la mise en place d'une stratégie de cyber-administration commune à la Confédération et aux cantons. Ces commentaires montrent bien que l'étude ne s'est pas souciée des réalisations cantonales.

Mais ces critiques n'exonèrent pas nos administrations d'un retard incontestable. L'e-gouvernement, comme on dit, pour être efficace, nécessite des investissements importants, souvent hors de portée des

cantons. Ce serait là un beau champ d'action pour la coordination inter-cantonale... mais on ne sent pas vraiment une grande mobilisation autour de ce thème dans notre heureux et peu bureaucratique pays.

### Services publics entrant dans l'étude sur la cyber-administration en Europe

Impôts sur le revenu  
Recherche d'emploi  
Chômage, allocations  
familiales, assurances maladie  
Passeport, carte d'identité  
Enregistrement de véhicules  
Permis de construire  
Déclaration à la police  
Bibliothèques  
Certificats de mariage et de naissance  
Inscription à l'université  
Changement de domicile  
Inscription dans les hôpitaux  
Retraites  
Impôts sur les personnes morales  
TVA  
Enregistrement d'une nouvelle entreprise  
Envoi de données statistiques  
Douane  
Permis liés à l'environnement  
Fourniture d'informations